

## SECTION SANTÉ DU SNAPAP

## Menace de grèves dès la fin octobre

**La section santé du SNAPAP menace de recourir à une série de grèves cycliques après la tenue de son conseil national qui se déroulera le 26 octobre prochain. Les syndicalistes exigent aussi la tenue d'assises nationales de la santé.**

**F.-Zohra B. - Alger (Le Soir)** - Selon M. Salah Lassani, chargé de la section santé du SNAPAP, intervenant lors d'une conférence de presse, le conseil national décidera de l'organisation ou non d'un débrayage dans les prochains jours. La base tranchera aussi la question de l'organisation d'un sit-in devant le ministère de la Santé.

Le SNAPAP reproche à la tutelle l'absence de dialogue et de concertation avec les syndicalistes. M. Lassani expliquera à cet effet que les syndicalistes ont été convoqués en 2007 par le ministère de la Santé pour la présentation d'un avant-projet de statut des paramédicaux. «Nous avons répondu à cette demande et présenté un

avant-projet à la tutelle. A notre deuxième rencontre en juillet 2007, l'on nous a expliqué que 70 % de nos propositions avaient été prises en considération et présentées à la direction générale de la fonction publique. A la troisième rencontre, la mouture finale du projet nous a été donnée mais depuis nous n'avons plus eu de rencontre avec les représentants de la tutelle», a déclaré M. Lassani.

Il expliquera aussi que rien n'indique que le statut en question soit en préparation. Le syndicaliste abordera aussi la question des indemnités de 30 % des corps communs, qui, dira-t-il, n'ont pas été perçues depuis leur suppression en 2008. Les syndicalistes disent aussi refuser l'ins-



Le SNAPAP reproche à la tutelle l'absence de dialogue.

truction numéro trois émanant du Premier ministre.

La circulaire en question datée du 30 septembre dernier stipule le non-paiement d'effets pécuniaires à titres rétroactifs antérieurs à la date de promulgation des décrets et statuts à

paraître. «Il faut revoir l'application des indemnités avec effet rétroactif et ce, depuis le mois de janvier 2008 et non à la date de signature», souligne l'intervenant.

Les représentants du SNAPAP ont expliqué aussi qu'ils n'espèrent plus une promulgation du

statut des personnels de la santé pour l'année 2010 en dépit des promesses de la tutelle.

Ils brosseront ensuite le tableau de la situation que vivent les structures de santé.

Mettant en évidence les conditions de travail déplorables des paramé-

dicaux notamment, ils préciseront que les perdants sont en premier lieu les malades «qui souffrent d'une mauvaise prise en charge, notamment en matière d'hébergement et de restauration.»

Les membres du SNAPAP dénonceront par ailleurs les licenciements abusifs de certains de leurs cadres syndicaux, notamment dans les wilayas de Relizane et de Annaba.

«En dépit des décisions de réhabilitation de ces employés, les directions des hôpitaux concernés refusent de les réintégrer et ce, en totale contradiction avec la loi qui est ainsi bafouée», s'indigne M. Lassani.

Ce dernier dénoncera aussi le retard dans la classification des EPSP et EPH de santé, ou établissements de proximité dans la carte sanitaire.

**F.-Z. B.**

## ANNABA

## Sit-in des habitants du bidonville de Sidi-Harb devant la wilaya

Des dizaines de personnes, habitant le bidonville de Sidi-Harb III, se sont rassemblées hier devant le siège de la wilaya de Annaba dans un mouvement de protestation contre le peu d'intérêt qui leur a été réservé par les pouvoirs publics.

Par leur mouvement, ces citoyens entendent rappeler aux responsables leurs promesses non tenues, d'être relogés dans des conditions décentes. Souffrant le martyre dans des taudis faits de matériaux hétéroclites (tôles, bois, bâches et autres parpaings) qu'ils occupent depuis de longues années, ils se considèrent en droit de bénéficier de logements sociaux, d'autant qu'ils ont appris, par la presse locale, une prochaine distribution par la wilaya de Annaba de 7 000 unités, dont une bonne partie est constituée de logements sociaux.

«Notre cas est connu des autorités locales, puisque nous avons fait l'objet de plusieurs visites de contrôle des agents chargés du recensement de ceux occupant des logements précaires, mais à chaque distribution, nous étions les éternels oubliés. Pourtant, des assurances pour nous faire sortir de cet état de grande misère nous ont été faites à chaque visite des responsables locaux à notre bidonville, que ce soit durant la campagne électorale pour la présidentielle d'avril 2009 ou lors des nombreuses inondations qu'a connues Annaba», nous ont affirmé les protestataires, avant d'être dispersés.

Ils se disent déterminés à poursuivre leur mouvement de protestation jusqu'à la satisfaction de leurs doléances. Contactés à ce propos, les services de la wilaya nous ont déclaré que le problème soulevé par ces habitants se trouve actuellement au niveau de la daïra de Annaba.

**A. Bouacha**

## LES LYCÉENS DE CONSTANTINE POURSUIVENT LEUR MOUVEMENT DE PROTESTATION

## La police répond par la répression

**En dépit des coups de matraque et des arrestations que la police a opéré dans les rangs des lycéens de Constantine, ces derniers n'ont pas abdicqué.**

«Nous avons rejoint les cours hier après-midi, mais rien n'a changé et les assurances qu'ils nous ont donné se sont avérées trompeuses. Nous revoilà donc en grève et nous n'abdiquons pas tant qu'ils n'auront pas revu les emplois du temps», a déclaré un élève de terminale du lycée Youghorta.

Les lycéens ont ainsi repris la protestation dès la matinée d'hier et ont séché les cours de la journée. «Nos camarades arrêtés hier (lundi dernier, ndlr) ont été tabassés au commissariat avant d'être relâchés sous caution», a indiqué un élève du lycée des Sœurs-Saâdane. Et, encore une fois, les lycéens ont été violemment réprimés par la police qui a multiplié les arrestations.

La marche entamée à partir du lycée Ibn-Badis vers 9h 30, et qui devait



Les lycéens décidés à ne pas abdicquer jusqu'à satisfaction de leur revendication.

se poursuivre jusqu'au centre-ville, a été bloquée manu militari au niveau du stade Benabdelmalek 1 - Ramdane.

Au moins cinq lycéens ont été interpellés, selon les protestataires, avant d'être conduits au commissariat central.

Au quartier administratif de Coudiat Sidi Aty, où se situe le commissariat central, la Direction de l'éducation et trois lycées, à savoir Youghorta, les Sœurs-Saâdane et El-Horia, les élèves de terminale, qui ont été

rejoints cette fois-ci par leurs camarades des autres classes du secondaire, sont restés devant leurs lycées respectifs.

Un dispositif sécuritaire a été vite déployé à travers ses accès pour empêcher toute velléité de porter le mouvement de protestation en dehors dudit quartier. Les policiers en faction ont même poussé le ridicule jusqu'à interdire à toute personne soupçonnée d'appartenir au corps des lycéens d'accéder au quartier. «Seulement ceux qui habitent ici»,

ordonnera le lieutenant à ses agents, stationnés devant les escaliers donnant sur le café Royal.

Au niveau de la Direction de l'éducation, c'est le black-out total et les «videurs» en poste devant la porte de cette institution ont interdit aux journalistes d'y mettre les pieds.

«Le directeur de l'éducation est absent et son secrétaire général est sur le terrain pour chercher une issue à ce problème», signifieront-ils, d'emblée.

**L. H.**